L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 26 MARS 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
EDITEURS-PROPRIETAIRES:
G. F. WEISSE, J. DUFOUR,
E. DUVERGER, J. HARRY.
Rue de Chartres No. 85, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 26 MARS 1858.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

BLACK,
ROMAN PAR ALEXANDRE DUMAS.

☞ Les personnes qui voudraient prendre *Abeille* à la semaine pour lire le beau roman d'ALEXANDRE DUMAS, que nous publions en ce moment, pourront, en s'adressant aux porteurs, se procurer les chapitres de BLACK qui ont déjà paru.

Petite Revue.

Washington, malgré le bruit qui s'y fait, est une triste ville. Elle n'est la capitale de l'Union que nominalement, car l'âme de la république est ailleurs. Les monotones clameurs du Congrès ne sont que l'écho affaibli de l'opinion publique. La chaleur et la vie partent de la circonférence pour converger vers le centre, tandis que, au contraire, dans les pays où l'autorité suprême est forfaitement constituée, elles ont du centre à la circonférence. Voilà pourquoi la capitale fédérale n'occupera jamais, au point de vue politique, qu'un rang secondaire dans notre pays. La puissance des Etats est formidable et celle du gouvernement général n'en est que le reflet.

La chronique de Washington est d'une extrême aridité. Le président, tout entier aux questions locales, n'empresse pas de désigner des successeurs aux ministres, aux chargés d'affaires et aux consuls qui attendent leur rappel. M. Buchanan veut tout régler à l'intérieur avant de s'occuper de l'extérieur. Il lui est d'ailleurs difficile de distinguer dans son propre parti les amis qui lui avait restés fidèles et sur qui il pourrait compter ceux qui ont été plusieurs fois sur le point de le trahir. Une fois le bill du Kansas adopté par les deux chambres, il se rendra plus facilement compte de sa position.

En attendant, le jour mal officiel s'évertue à répousser les attaques dirigées contre l'administration. Quels sont, demande-t-il, les hommes qui dénigrent le président? Et il cite les noms de William H. Seward, de John P. Hale, de Benjamin F. Wade, de William P. Fessenden, de Charles Sumner, de Stephen A. Douglass, de Thomas L. Harris, de Horace Greeley, de James Watson Webb, de Robert J. Walker, de Thurlow Weed, de Wendell Phillips, de William Lloyd Garrison, et bien d'autres encore, sénateurs, représentants, journalistes, ex-gouverneurs, abolitionnistes, républicains noirs, etc.

L'Union ne leur conteste pas le droit d'exprimer leur opinion, mais elle déclare que leur témoignage n'est pas signe de foi. Si, dit-elle, le gouvernement, les pouvoirs constitués des Etats de la république s'affaiblissent tous les jours, qu'on s'en prenne aux calomniateurs-civi-nous; la responsabilité des malheurs que nous redoute peut-être avenir pèsera tout entière sur eux. Ce sont eux qui ont creusé l'abîme qui sépare le Sud du Nord, ce sont eux qui ont prêché contre les citoyens d'une grande moitié de l'Union une croisade fratricide; ce sont eux qui ont signalé la constitution fédérale à la haine d'une tourbe de factieux; ce sont eux qui ont introduit la corruption au sein du Congrès et organisé l'insurrection dans les territoires.

Les reproches du journal officiel ne sont malheureusement que trop fondés. Nous ne dirons pas, comme lui, que les adversaires de l'administration sont tous des ennemis du pays, c'est là une injure gratuite; mais nous reconnaîtrons que ceux des ennemis de M. Buchanan qu'il a désignés sont en même temps les plus dangereux ennemis de l'Union. L'organe de l'administration leur reproche de chercher la ruine du parti démocrate, tandis qu'ils croyons bien plus criminels, car ce est à la ruine du pays qu'ils travaillent. Un parti n'est rien, l'Union est tout.

M. Buchanan a pour détracteurs, la Cour suprême des Etats-Unis a aussi les siens. On se plaint, non sans raison, de la lenteur que met ce tribunal à rendre ses arrêts. Le reproche est fondé, mais s'émeut-il que la Cour suprême mérite d'être consurée? Nullement, car la multiplicité de ses travaux la place dans l'impossibilité de déployer plus de promptitude. A l'époque où elle fut créée, les Etats-Unis ne renfermaient qu'environ quatre millions d'habitants. Aujourd'hui la population de New-York seul s'élève presque à ce chiffre. Le commerce était peu considérable et les affaires portées en appel devant la Cour Suprême peu nombreuses. Et puis Union, qui se compose à cette heure de trente-un Etats, non compris les territoires, en comptait alors que treize. La population de notre pays est maintenant sept fois plus forte et notre commerce a pris une immense extension. La Cour Suprême qui se compose, dans le principe de six juges n'en compte que trois de plus.

Rien étonnant que de l'Union ne suffise à sa tâche énorme qui lui est imposée? Aussi l'opinion s'en est émue et demande-t-elle certaines réformes. On propose de dispenser les juges du circuit qui absorbe une si grande partie de leur temps, de borner les appels aux affaires où une somme de cinq ou de dix mille piastres est en litige, de ne point permettre que l'un renverse un arrêt dans lequel les Etats ou la république s'affaiblissent tous les jours, qu'on s'en prenne aux calomniateurs-civi-nous; la responsabilité des malheurs que nous redoute peut-être avenir pèsera tout entière sur eux. Ce sont eux qui ont creusé l'abîme qui sépare le Sud du Nord, ce sont eux qui ont prêché contre les citoyens d'une grande moitié de l'Union une croisade fratricide; ce sont eux qui ont signalé la constitution fédérale à la haine d'une tourbe de factieux; ce sont eux qui ont introduit la corruption au sein du Congrès et organisé l'insurrection dans les territoires.

Les reproches du journal officiel ne sont malheureusement que trop fondés. Nous ne dirons pas, comme lui, que les adversaires de l'administration sont tous des ennemis du pays, c'est là une injure gratuite; mais nous reconnaîtrons que ceux des ennemis de M. Buchanan qu'il a désignés sont en même temps les plus dangereux ennemis de l'Union. L'organe de l'administration leur reproche de chercher la ruine du parti démocrate; nous les croyons bien plus criminels, car ce est à la ruine du pays qu'ils travaillent. Un parti n'est rien, l'Union est tout.

M. Buchanan a pour détracteurs, la Cour suprême des Etats-Unis a aussi les siens. On se plaint, non sans raison, de la lenteur que met ce tribunal à rendre ses arrêts. Le reproche est fondé, mais s'émeut-il que la Cour suprême mérite d'être censurée? Nullement, car la multiplicité de ses travaux la place dans l'impossibilité de déployer plus de promptitude. A l'époque où elle fut créée, les Etats-Unis ne renfermaient qu'environ quatre millions d'habitants. Aujourd'hui la population de New-York seul s'élève presque à ce chiffre. Le commerce était peu considérable et les affaires portées en appel devant la Cour Suprême peu nombreuses. Et puis Union, qui se compose à cette heure de trente-un Etats, non compris les territoires, n'en comptait alors que treize. La population de notre pays est maintenant sept fois plus forte et notre commerce a pris une immense extension. La Cour Suprême qui se compose